



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



## BERLIN ECO

### BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 9 – 22 avril 2022

#### Sommaire

##### Actualité économique:

- Environnement macro-économique : prévisions des instituts / rapport mensuel Bundesbank / exportations / prix de l'énergie / substitution gaz / prix à la production / inflation
- Politique budgétaire : règles budgétaires européennes / ratio d'endettement / recettes fiscales
- Politiques sociales : marché du travail / salaire minimum

##### Actualité financière :

- Marché financiers : crypto-actifs
- Régulation financière : EFRAG / garantie des dépôts / Ziraat Bank International AG + VTB Bank Europe
- Banques et assurances : KfW / Deka

#### LE CHIFFRE À RETENIR

2,7%

Prévision 2022 de croissance du PIB, révisée par les instituts économiques allemands.

#### ACTUALITE ECONOMIQUE

##### Environnement macroéconomique

Les **prévisions économiques conjointes de printemps des instituts économiques** allemands (DIW, ifo, IfW, IWH, RWI), présentées le 13 avril, révisent nettement à la baisse les perspectives d'autonomie. Le [rapport](#) prévoit une augmentation du PIB de 2,7 % en 2022 et de 3,1 % en 2023 (contre respectivement +4,8 % et +1,9 % dans le rapport d'autonomie). Les instituts présentent un scénario alternatif en cas d'arrêt immédiat des approvisionnements en gaz russe, prévoyant dans cette hypothèse une évolution corrigée du PIB de +1,9 % en 2022 et de -2,2 % en 2023. En cas d'interruption immédiate des livraisons de gaz russe, ce sont au total « 220 Mds€

de performance économique qui seraient menacés au cours de ces deux années ».

Dans son [rapport mensuel](#) d'avril 2022, la **Bundesbank** estime que, au cours des deux prochaines années, les conséquences de la guerre en Ukraine continueront de peser sur l'économie allemande, qui ne se contracterait toutefois pas autant que lors de l'année de crise du Covid-19 en 2020, du fait d'une « phase de reprise relativement dynamique » après la crise. Le taux d'inflation devrait être beaucoup plus élevé pendant une période plus longue en raison de la hausse des prix de l'énergie. La **Bundesbank** analyse également l'impact d'un embargo énergétique, notamment sur le gaz, pour l'économie allemande: « Dans un scénario de crise aggravé, le PIB réel diminuerait en 2022 de près de 2 % par rapport à 2021 ».

Les **exportations allemandes vers la Fédération de Russie** ont diminué de 57,5 % par rapport à mars 2021, pour atteindre 1,1 Md€ selon [Destatis](#), suite aux sanctions prises contre la Russie en raison de la guerre en Ukraine. En mars 2022, la Fédération de Russie n'occupait donc plus que le 12<sup>e</sup> rang des principales destinations des exportations allemandes en dehors de l'UE. En février 2022, la Russie occupait encore la 5<sup>ème</sup> place.

L'évolution déjà dynamique des **prix de l'énergie** dans le cadre de la crise du Covid-19 s'est intensifiée à la suite de la guerre d'agression russe en Ukraine. Les prix dans les stations-service ont récemment augmenté plus fortement que lors des deux crises pétrolières de 1973-1974 et 1979-1980 et de la crise des marchés financiers de 2008-2009, selon [Destatis](#). En mars 2022, les carburants sont près de deux fois plus chers pour les consommateurs privés qu'un an auparavant. Les prix à l'importation du gaz naturel en mars sont plus de trois fois et demie plus élevés qu'au même mois l'an dernier.

L'[IW Köln](#) analyse le potentiel de **substitution du gaz dans l'industrie allemande**. En cas d'embargo, il serait extrêmement difficile de compenser la perte d'approvisionnement en gaz de la Russie à court terme. Dans les industries de la chimie, de la production de métaux ou encore du verre et de la céramique, un arrêt de l'approvisionnement en gaz entraînerait des restrictions extrêmes sur la production, y compris la fermeture des usines. Les risques associés à un tel processus sont élevés en raison de la nature technique des usines, car leur fermeture rendrait la production non rentable et, dans certains cas, entraînerait même des dommages irréparables. Le papier qualifie un tel processus de « sans précédent ».

En mars 2022, les **prix à la production industrielle** ont augmenté de 30,9 % par rapport à mars 2021. Selon [Destatis](#), il s'agit de la plus forte hausse par rapport au même mois de l'année précédente depuis le début de l'enquête en 1949. Le taux de variation était de +25,9 % en février 2022 et de +25,0 % en janvier. Par rapport au mois de février, les prix à la production industrielle ont augmenté de 4,9 % en mars 2022. Les données actuelles reflètent déjà les premiers effets de la guerre en Ukraine.

L'institut [IMK](#) analyse l'impact différencié de l'**inflation** selon les ménages. Les familles à faible revenu supportent actuellement l'impact le plus

élevé, les célibataires à revenu élevé les plus faibles. Les familles à faible revenu enregistrent ainsi une « contribution à l'inflation » de 5,9 points de pourcentage, comparativement à 3,3 points de pourcentage pour les personnes à revenu élevé vivant seules.

## Politique budgétaire

Le think tank allemand [Dezernat Zukunft](#) a publié le 14 avril 2022 un papier de position sur la revue des **règles budgétaires européennes**. Le papier aborde la question de l'évolution du mode de calcul de l'output gap.

L'[IW Köln](#) estime que le **ratio d'endettement** de l'Allemagne devrait baisser malgré la crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine. Dans un rapport succinct, l'institut rappelle la hausse du ratio constaté depuis 2019 (59,6 % en 2019 contre 69,6 % du PIB en 2022). Le papier estime que les règles budgétaires actuelles, et en particulier le frein constitutionnel à l'endettement, devraient conduire, sous les hypothèses présentées (notamment croissance nominale de 2,6 % à partir de 2024), à ce que « d'ici la fin de la décennie » le ratio atteigne « presque la valeur de Maastricht de 60 % ».

Les **recettes fiscales** totales (excluant les taxes municipales) ont augmenté de 17,2 % en mars 2022 par rapport à mars 2021, selon le ministère fédéral des Finances ([BMF](#)). Par rapport à l'année précédente, marquée par la pandémie de Covid-19 et les mesures fiscales liées, les recettes de la plupart des types d'impôts ont connu des taux de croissance significatifs. Les effets de la guerre en Ukraine n'ont pas encore été enregistrés dans les recettes fiscales.

## Politiques sociales

Selon le [rapport des instituts de recherche économique](#), le **marché du travail** reste robuste. L'emploi progresserait sensiblement à 45,5 M en 2022 (après 44,9 M en 2021), dépassant le niveau observé avant la crise pandémique (45,3 M en 2019). La croissance de l'emploi ralentirait en 2023 (à 45,7 M). Le **taux de chômage** (en définition nationale) reculerait à 5,0 % en 2022 (après 5,7 % en 2021), se stabilisant à ce niveau en 2023. Dans le scénario alternatif d'une interruption immédiate des importations énergétiques russes, le taux de chômage progresserait légèrement à 5,2 % en 2022, puis plus sensiblement en 2023

(atteignant un taux de 6,0 %). L'introduction du **salaire minimum** de 12 € en octobre engendrerait la perte de 430 000 emplois (en équivalent temps plein) sous forme d'une suppression de 143 000 emplois et d'une réduction du temps de travail (correspondant à 287 000 emplois en ETP).

## ACTUALITE FINANCIERE

### Marchés financiers

Commerzbank a adressé une demande au superviseur pour obtenir un **agrément de dépositaire de crypto-actifs**. Il s'agit de la première grande banque allemande à déposer une telle demande. Quatre établissements financiers ont déjà obtenu cet agrément en Allemagne: Coinbase Germany, Ka pilendo et Tangany.

### Régulation financière

L'institut allemand des entreprises présentes sur les marchés financiers (*DAI, Deutsches Aktieninstitut*) et l'Afep ont exprimé dans un [courrier commun](#) destiné à la Commissaire européenne Mairead McGuinness leur inquiétude concernant les propositions de standards pour les rapports de durabilité présentés par l'**EFRAG**: ils les estiment trop complexes et recommandent de s'appuyer sur les futurs standards de l'ISSB et de n'y ajouter que les exigences sur la double matérialité.

Joachim Würmeling, membre du directoire de la Bundesbank, confirme dans une [interview](#) que la constitution d'une **garantie européenne des dépôts** est nécessaire pour achever l'union bancaire, mais rappelle qu'il est nécessaire dans un premier temps de réduire les risques bancaires, que ce soit les NPL ou les fortes proportions d'obligations souveraines dans les bilans bancaires. Ce n'est qu'ensuite qu'un modèle de réassurance qui couvrirait les risques de liquidité serait envisageable.

La [BaFin](#) a envoyé auprès de **Ziraat Bank International AG** (filiale de la banque turque Ziraat Bank qui appartient à 100 % au fonds souverain turc) un superviseur afin de garantir le respect des règles anti-blanchiment. La [BaFin](#) a également envoyé un superviseur auprès de **VTB Bank Europe SE**, qui doit compléter le directoire composé d'une seule personne, les quatre autres membres ayant quitté la banque russe depuis quelques semaines. Un représentant de la BaFin se trouve déjà dans cette banque depuis octobre pour contrôler le respect des règles anti-blanchiment.



## Banques et assurances

La **KfW** affiche, en 2021, un résultat nettement supérieur à celui de 2020 (2,2 Md€ contre 525 M€) du fait de la reprise économique, de la dissolution des provisions pour risques de crédit (+196 M€ contre -777 M€) et de nettes augmentations de la valeur des participations. L'année précédente, le résultat d'évaluation avait été considérablement grevé par les répercussions économiques de la crise Corona sur les activités de crédit et de participation de la KfW. Avec 107 Md€, le volume de financement a été inférieur à celui de 2020 mais nettement supérieur à la moyenne des années précédant la pandémie (cf. BE n°3/22).

Le groupe Deka, gestionnaire d'actifs des caisses d'épargne, enregistre un résultat avant impôts en forte hausse en 2021 (791 M€ contre 385 M€). Deka a réalisé un chiffre d'affaires de 35,7 Md€ (contre 32,1 Md€ en 2020 et 18,0 Md€ en 2019). Sur les 35,7 Md€, 25 Md€ sont constitués par les placements de particuliers (contre 12,6 Md€ en 2020 et 11,1 en 2019) et 10,7 par ceux des clients institutionnels (contre 19,5 Md€ en 2020 et 6,9 Md€ en 2019). Le fort recul en 2021 des placements des clients institutionnels est dû au retrait d'un seul client.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)